



## Marchés CMP

### Travaux

---

Marché de Travaux

Procédure adaptée

## **Marché simple**

**Contrat valant acte d'engagement  
et CCAP**

**POUVOIR ADJUDICATEUR : Mairie de Rédéné – Mr Le  
Maire**

**OPERATION : Création 2 logements en construction  
existante – Rue du Penty – 29300 REDENE**



POUVOIR ADJUDICATEUR : Mairie de Rédéné – Mr Le Maire

OPERATION : Création 2 logements en construction existante – Rue du Penty – 29300 REDENE

Marché de travaux n° .....

## MARCHE DE TRAVAUX PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE

### LE PRESENT CONTRAT VAUT ACTE D'ENGAGEMENT ET CCAP

LOT N° .....

#### **OBJET DU MARCHE :**

**Création 2 logements en construction existante – Rue du Penty – 29300 REDENE**

**Maître de l'ouvrage :** Commune de Rédéné  
Adresse : Place de l'église 29300 REDENE.

**Procédure de passation :** procédure adaptée – article 28 du Code des marchés publics.

**Maîtrise d'œuvre** Cabinet VENNY Architecte Mandataire 28 Bd. De la Gare – BP 64 – 29392 QUIMPERLE Cedex

Tel : 02.98.39.25.97 – Fax : 02.98.96.09.23 - E.-mail cabinet.venny@wanadoo.fr .....

BET BECOME (Fluides – Thermique) - 29300 QUIMPERLE .....

Personne habilitée à donner les renseignements prévus par l'article 109 du Code des marchés publics :

Mr Le Maire de Rédéné .....

Copie de l'original délivrée en unique exemplaire pour être remis à l'établissement de crédit en cas de cession de créances ou de nantissement dans les conditions de l'article 106 du Code des marchés publics.

Date ..... Signature .....

L'exemplaire unique pourra être remplacé au gré du maître d'ouvrage par le certificat de cessibilité.

Transmis en préfecture le : .....

Date de notification le : .....

☒ Cette notification ne vaut pas ordre de commencer les prestations. Un ordre de service spécifique émis par le maître d'ouvrage précisera la date de commencement du délai d'exécution du marché.

☐ Cette notification vaut ordre de commencer les prestations.

# SOMMAIRE



.....	1
<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE) .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE) .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES) .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>8</b>
2.1 Objet du marché .....	8
2.2 Décomposition en tranches .....	9
2.3 Marché à bons de commande.....	9
2.4 Représentation des parties .....	9
2.5 Intervenants .....	9
2.6 Forme des notifications et informations au titulaire .....	10
2.7 Ordre de service .....	10
<b>ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 4 - PRIX.....</b>	<b>11</b>
4.1 Montant de l'offre .....	11
4.2 Contenu des prix .....	12
4.4 Augmentation du montant des travaux.....	12
<b>ARTICLE 5 - VARIATION DES PRIX.....</b>	<b>12</b>
5.1 Forme du prix .....	12
5.2 Index de variation .....	13
5.3 Actualisation ou révision provisoire .....	13
<b>ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHÉ/DELAI D'EXECUTION - PENALITES DE RETARD .....</b>	<b>14</b>
7.1 Durée du marché .....	14
7.2 Prolongation des délais d'exécution.....	15
7.3 Reconduction.....	15
7.4 Pénalités de retard .....	15
<b>ARTICLE 8 - PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....</b>	<b>16</b>
8.1 Provenance des matériaux et produit.....	16
8.2 Mise à disposition de lieux d'emprunt.....	17
8.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	17
<b>ARTICLE 9 - IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS.....</b>	<b>17</b>
9.1 Piquetage général.....	17
9.2 Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.....	17

<b>ARTICLE 10 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>21</b>
10.0 Organisation des marchés séparés pour la réalisation d'un ouvrage .....	21
10.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	23
10.3 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail .....	23
10.4 Lutte contre le travail dissimulé .....	24
10.5 Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé .....	24
10.6 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers.....	24
10.7 Dispositions en matière de protection de l'environnement.....	25
10.8 Dispositions en matière d'insertion.....	26
10.9 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution .....	26
<b>ARTICLE 11 – AVANCES.....</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 12 - CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT .....</b>	<b>28</b>
12.1 Demandes de paiement.....	28
12.2 Délais de paiement .....	28
12.3 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct.....	29
12.4 Intérêts moratoires .....	29
12.5 Mode de règlement.....	29
<b>ARTICLE 13 - RETENUE DE GARANTIE.....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 14 - RECEPTION - DELAI DE GARANTIE - ADMISSION .....</b>	<b>31</b>
14.1 Réception.....	31
14.2 Délais de garantie .....	31
<b>ARTICLE 15 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION : DELAIS, RETENUES ET MODALITES DE PRESENTATION.....</b>	<b>32</b>
15.1 Documents à fournir après exécution.....	32
15.2 Retenues pour remise des documents fournis après exécution .....	32
<b>ARTICLE 16 - ASSURANCES .....</b>	<b>33</b>
16.1. Assurance de responsabilité.....	33
16.2 Assurance des travaux.....	34
16.3 Dispositions diverses .....	35
16.4 Contrôle technique.....	35
<b>ARTICLE 17 - RESILIATION – MESURES COERCITIVES .....</b>	<b>36</b>
17.1 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	36
17.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire .....	36
17.3 Mesures coercitives .....	37
<b>ARTICLE 18 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT .....</b>	<b>37</b>
<b>ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>37</b>
<b>ARTICLE 20 - APPROBATION DU MARCHE .....</b>	<b>39</b>
<b>ANNEXE - CADRE D'ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>41</b>

## ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire "

M..... agissant en  
mon nom personnel,

domicilié à .....

.....

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET : .....
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

Après avoir pris connaissance du présent marché et de ses annexes ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

- M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie : .....

N° Police : .....

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 6 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

	<u>1<sup>er</sup> sous-traitant</u>	<u>2<sup>ème</sup> sous-traitant</u>
Compagnie :	.....	.....
N° police :	.....	.....

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 jours (cent vingt jours) à compter de la date limite de réception des offres finales.

## ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire".

M .....

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée .....

ayant son siège social à .....

Forme de la société..... Capital .....

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET : .....
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

Après avoir pris connaissance du présent marché et de ses annexes, ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

- M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie : .....

N° Police : .....

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 6 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

	<u>1<sup>er</sup> sous-traitant</u>	<u>2<sup>ème</sup> sous-traitant</u>
Compagnie :	.....	.....
N° police :	.....	.....

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 jours (cent vingt jours) à compter de la date limite de réception des offres finales.

## ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES)

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contraindre le groupement attributaire à revêtir la forme d'un groupement conjoint dans le cas où il n'aurait pas candidaté sous cette forme.

NOUS soussignés,

☐ cotraitants conjoints,

☐ cotraitants solidaires,

engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, désignées dans le marché sous le nom « TITULAIRE »

### • 1<sup>er</sup> cocontractant

*(cas d'une personne morale)*

M.....  
.....

agissant au nom et pour le compte de la société : .....

Ayant son siège social : .....

Forme de la société: ..... capital : .....

- Immatriculée à l'INSEE :

• Numéro SIRET : .....

• Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

*(cas d'une personne physique)*

M .....agissant en=mon  
nom personnel  
domicilié à.....  
et immatriculé au RCS de : .....sous le n° .....

☐ La société (Cas de la personne morale) .....représentée par M.....  
ou Monsieur (Cas de la personne physique) ....., dûment mandaté à cet effet, est le  
**mandataire du groupement conjoint, solidaire de chacun des membres du groupement** pour ses obligations  
contractuelles à l'égard de la maîtrise d'ouvrage,

☐ La société (Cas de la personne morale) .....représentée par M.....  
ou Monsieur (Cas de la personne physique) ....., dûment mandaté à cet effet, est le  
**mandataire du groupement conjoint.**

☐ La société (Cas de la personne morale) .....représentée par M.....  
ou Monsieur (Cas de la personne physique) ....., dûment mandaté à cet effet, est le  
**mandataire du groupement solidaire.**

▪ **2<sup>ème</sup> cocontractant**

**(cas d'une personne morale)**

M.....  
.....

agissant au nom et pour le compte de la société : .....

Ayant son siège social : .....

Forme de la société: ..... capital : .....

- Immatriculée à l'INSEE :

• Numéro SIRET : .....

• Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

**(cas d'une personne physique)**

M .....agissant en=mon  
nom personnel

domicilié à.....

et immatriculé au RCS de : .....sous le n° .....

▪ **3<sup>ème</sup> cocontractant :**

**(cas d'une personne morale)**

M.....  
.....

agissant au nom et pour le compte de la société : .....

Ayant son siège social : .....

Forme de la société: ..... capital : .....

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET : .....
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

**(cas d'une personne physique)**

M .....agissant en mon nom personnel

domicilié à .....

et immatriculé au RCS de : .....sous le n° .....

- Après avoir pris connaissance du présent marché et de ses annexes, ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous notre seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

- AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que nous sommes titulaires d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que nous encourons :

**1<sup>er</sup> cocontractant**

**2<sup>ème</sup> cocontractant**

**3<sup>ème</sup> cocontractant**

Compagnie : ..... .....

N° police : ..... .....

- CONFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 6 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

**1<sup>er</sup> sous-traitant**

**2<sup>ème</sup> sous-traitant**

Compagnie : ..... .....

N° police : ..... .....

- nous ENGAGEONS sans réserve, en tant qu'entrepreneurs groupés, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 jours (cent vingt jours) à compter de la date limite de réception des offres finales.

## ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

### 2.1 Objet du marché

Le présent marché et alloti et a pour objet l'exécution des travaux suivants :

LOT N°01 – Démolitions - Gros-Œuvre et maçonnerie	BT 06
LOT N°02 – Charpente bois	BT 16a
LOT N°03 – Couverture ardoise	BT 30
LOT N°04 – Menuiserie Extérieure Aluminium	BT 43
LOT N°05 – Menuiserie Intérieure Bois	BT 18a
LOT N°06 – Cloisonnements	BT 08
LOT N°07 – Revêtements de sols scellés	BT 09
LOT N°08 – Electricité	BT 47
LOT N°09 – Plomberie sanitaires - VMC	BT 38
LOT N°10 – Peinture et ravalement	BT 46



La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.). L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

Lieu d'exécution des travaux : Le Bourg, Rédéné – 29300.

Le présent marché se rapporte au lot n° : .....

## 2.2 Décomposition en tranches

☒ Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

## 2.3 Marché à bons de commande

☒ Le marché n'est pas un marché à bons de commande.

## 2.4 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Pour l'application des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le responsable du projet est : Mr Le Maire de Rédéné.....

## 2.5 Intervenants

a) - La maîtrise d'œuvre est assurée par : Patrick VENNY – Architecte DESA

28 Bd. De la Gare – BP 64 – 29392 QUIMPERLE Cedex

Tel : 02.98.39.25.97 – Fax : 02.98.96.09.23 - E.-mail cabinet.venny@wanadoo.fr

BET BECOME (Fluides – Thermique) 6 Tr2livalaire – 29300 QUIMPERLE – T. 02.98.39.06.97

Titulaire d'une mission : Base + EXE Fluides

☒ Le maître d'œuvre est chargé des études d'exécution sur le(s) seul(s) lot(s) ci-après désigné(s) : fluides.

L'entrepreneur sera donc chargé des études d'exécution pour l'ensemble des autres lots. Elles seront transmises au maître d'œuvre pour validation avant tout début d'exécution

b) - Le contrôle technique est confié à APAVE Quimper. Mission : L + LE + SEI + TH + HAND + attestation d'accessibilité suivant arrêté du 22 mars 2007 + vérification initiale des installations électriques + PS (attestations parasismiques au stade du PC et de la déclaration d'achèvement) + Attestation de respect de la RT 2012 au stade de la réception.

c) - La mission d'économiste de la construction est à la charge des Entreprises concernée

d) - La mission de coordonnateur, en matière de sécurité et de santé des travailleurs est confiée à:

Pour la phase étude : Socotec Quimper.....

Pour la phase travaux : Socotec Quimper.....

e) - La mission d'ordonnancement, de coordination, et de pilotage est confiée à l'Architecte Mr Venny .....

## 2.6 Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- ☒ Remise contre récépissé daté
- ☐ Lettre par porteur avec récépissé du titulaire

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

## 2.7 Ordre de service

☐ **Par dérogation aux articles 2 et 3.8 du CCAG**, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre puis soumis au visa du maître de l'ouvrage avant toute notification au titulaire par celui-ci. Seuls les ordres de service notifiés par le maître de l'ouvrage lui seront opposables.

☒ Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre qui les notifiera à l'entrepreneur étant précisé qu'en ce qui concerne l'affermissement des tranches conditionnelles, la notification de l'ordre de service est conditionnée à la décision préalable du maître de l'ouvrage d'affermir la tranche ou de renoncer à l'exécution d'une tranche (art. 11.5).

En outre, tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 14 à 17 du CCAG travaux, doivent, pour être opposables au maître de l'ouvrage, comporter le visa de celui-ci.

## ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

**Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG Travaux**, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

1 – le présent marché valant acte d'engagement et CCAP et ses éventuelles annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;

2 – le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ou le descriptif technique et ses éventuelles annexes (planning de réalisation) et, s'il est nécessaire, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, le RICT, le diagnostic amiante avant travaux, l'arrêté du permis de construire, l'étude géotechnique, notice acoustique, ensemble des plans établis par l'équipe de Maîtrise d'œuvre ;

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur le marché, le marché, le CCTP ou descriptif technique prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

3- Le CCP clauses d'insertion professionnelles

4 – le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux publics

Le CCAG applicable au marché est le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 (publié au JO du 1<sup>er</sup> octobre 2009) ;

5 – le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux travaux objet du marché, lorsqu'il existe et si celui-ci vise ce cahier (cf. CCTP)

et/ou les normes et autres documents équivalents définis par le CCTP dans l'ordre défini à l'article 3 de l'arrêté du 28 août 2006 relatif aux spécifications techniques des marchés."

6 – les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

7 – les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire suivants ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché :

- Devis de l'entreprise

- 8 – les éléments de décomposition de l'offre technique du titulaire suivants ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché: mémoire méthodologique, planning détaillé.

## ARTICLE 4 - PRIX

### 4.1 Montant de l'offre

(Le candidat remplit un acte d'engagement pour chaque variante et donne les précisions ci-dessous)

Cet acte d'engagement :

- ☐ correspond à la solution de base  
☐ correspond la variante suivante : .....

### Marché à prix forfaitaire

Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global et forfaitaire égal à :

Montant € HT : .....

Montant HT (en lettres) : .....

TVA au taux de ..... % Montant en €. ....

Montant € TTC .....

Montant €TTC (en lettres) .....

En cas de groupement conjoint d'entreprises, la décomposition des prestations et paiements par cotraitant est précisée ci-dessous.

### Valorisation des Options :

(Le tableau ci-dessous doit être obligatoirement complété par les candidats)

OPTIONS	MONTANT HT € (Préciser en + ou - value par rapport à la solution de base)	MONTANT TVA € (Précisez le taux)	MONTANT TTC €

## 4.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont **hors T.V.A.**

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 10.1 du CCAG. Notamment, ils prennent en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens existants qui ont été communiquées par le maître de l'ouvrage dans le dossier de consultation.

Le prix devra par ailleurs tenir compte des sujétions suivantes :

Compte tenu que les travaux portent sur un bâtiment existant, il appartient aux candidats de prendre connaissance, quand cela est exigé, des lieux avant la remise de leur offre conformément aux dispositions définies au sein du règlement de la consultation. Les ouvrages existants seront donc considérés comme connus pour les lots ou les visites du site sont obligatoires.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 10.1.2 du CCAG.

Dans le cadre d'un marché alloti, l'article 10.0.3 ci-dessous répartit ces dépenses communes entre les différents lots.

**En cas de cotraitance conjointe ou solidaire**, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

**En cas de sous-traitance** les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

## 4.4 Augmentation du montant des travaux

**Par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG travaux**, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

# ARTICLE 5 - VARIATION DES PRIX

## 5.1 Forme du prix

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois de DECEMBRE 2016 (mois mo).

☐ **Le présent marché est passé à prix révisable.**

Son montant sera révisé selon la formule :

$I_m$

$P = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_m - I_o}{I_o}$

$I_o$

dans laquelle  $I_m$  et  $I_o$  sont les valeurs prises par l'index de référence défini ci-dessous respectivement au mois "m" d'exécution des travaux et au mois "Mo" d'établissement des prix du marché défini ci-dessus.

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

**- En cas de passation d'un avenant, par dérogation à l'article 14.2 du CCAG**, les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois  $Mo$  correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché.

## 5.2 Index de variation

Dans le cas de marchés allotis, les index de référence choisis pour l'application de la clause de variation des prix des travaux est :

LOT N°01 – Démolitions - Gros-Œuvre et maçonnerie	BT 06
LOT N°02 – Charpente bois	BT 16a
LOT N°03 – Couverture ardoise	BT 30
LOT N°04 – Menuiserie Extérieure Aluminium	BT 43
LOT N°05 – Menuiserie Intérieure Bois	BT 18a
LOT N°06 – Cloisonnements	BT 08
LOT N°07 – Revêtements de sols scellés	BT 09
LOT N°08 – Electricité	BT 47
LOT N°09 – Plomberie sanitaires - VMC	BT 38
LOT N°10 – Peinture et ravalement	BT 46

## 5.3 Actualisation ou révision provisoire

Lorsqu'une révision ou une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

## ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

En complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et à celles du code des marchés publics, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

**En cas de sous-traitance directe**, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé ci-après, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou main-levée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

**En cas de sous-traitance indirecte**, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

### Cas général (hors marché à bons de commande)

Le titulaire :

- ☐ n'envisage pas de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.
- ☐ envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que le titulaire, mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

Le titulaire annexe au présent acte d'engagement les actes spéciaux de chacun des sous-traitants (cf. modèle ci-joint). Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée acceptée par la notification du contrat et qui prendra effet à la date de notification.

#### ρ Cas d'une entreprise unique :

Nature de la prestation (*)	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation T.T.C.
	<b>TOTAL =</b>	

(\*) avec indication de la tranche concernée en cas de marché à tranches

#### ρ Cas d'un groupement :

Entreprise donneur d'ordre et prestation intéressée	Nature de la prestation sous-traitée (*)	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation T.T.C.
		<b>TOTAL =</b>	

(\*) avec indication de la tranche concernée en cas de marché à tranches

## ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHE/DELAI D'EXECUTION - PENALITES DE RETARD

### 7.1 Durée du marché

### **Cas d'un marché alloti :**

La durée d'exécution globale de l'ensemble des marchés est de : **9 mois hors périodes de congés réglementaires, incluant 1 mois de préparation de chantier, 10 jours d'intempéries prévisibles, amené repli des installations, OPR.**

☒ à compter de la date fixée par l'OS précisant la date de démarrage de la période de préparation.

☐ **Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux**, à compter de la notification du marché.

☐ à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer les prestations.

La durée d'exécution des marchés comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux de chacun des marchés allotis.

La durée de la période de préparation est fixée à l'article 10.1 du présent marché.

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux allotis est de .....

Le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire du présent marché est fixé, au sein du délai global d'exécution, dans le calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent acte d'engagement, qui précise les dates d'intervention relatives à chacun des lots. Le maître de l'ouvrage délivrera pour chaque marché, un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

Conformément à l'article 19.1.4 du CCAG travaux, le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire du présent marché est confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG et à l'article 10.0 du présent marché.

### **7.2 Prolongation des délais d'exécution**

- En vue de l'application éventuelle du **premier alinéa de l'article 19.2.3** du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours ouvrés.

En vue de l'application éventuelle du **troisième alinéa de l'article 19.2.3** du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène	Organisme ou documents de référence
Pluie	20 mm	12 heures ouvrables	Station météo de PLOVAN
Vent	45 km/h en continu ou 72 km/h en pointe	8 heures ouvrables en vitesse de pointe	
Gel	5°C	Pendant 4 heures ouvrables	
Neige	10 cm		

pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par le maître d'oeuvre.

**Par dérogation au troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG**, les prolongations de délais ne s'appliqueront qu'après consommation du nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-dessus en application du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG.

### **7.3 Reconduction**

☒ Il n'est pas prévu de reconduction

### **7.4 Pénalités de retard**

Les stipulations de l'article 20 du C.C.A.G. sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

**Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG travaux**, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

#### 7.4.1

**Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG travaux**, l'entrepreneur subira en cas de retard dans l'exécution des prestations et travaux, les pénalités journalières suivantes à retenir sur le montant des acomptes mensuels :

Travaux et prestations concernés	Pénalité journalière	
	Pour chacun des 5 premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
Tous les lots	250 € TTC + 1/2000 <sup>ème</sup> du montant € TTC du marché	500 € TTC + 1/2000 <sup>ème</sup> du montant € TTC du marché

Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le calendrier d'exécution. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

**7.4.2** En complément de l'article 20 du CCAG, en cas d'absence aux réunions de chantier, le maître d'ouvrage appliquera sur le décompte une pénalité par absence constatée de **100 € TTC (Cent euros toutes taxes comprises)**

**7.4.3** En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article 16.1.1 ci-dessous, le maître de l'ouvrage appliquera une pénalité de retard égale à 200€ par jour de retard.

### 7.5 Autres pénalités

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution (DOE), une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de **1 000 € TTC (Mille euros toutes taxes comprises)**

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 20-5 du CCAG et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents. Toutefois et s'il y a lieu, **par dérogation à l'article 20.5**, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette retenue, le maître d'ouvrage pourra l'effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, **cette retenue provisoire deviendra définitive** après mise en demeure préalable restée sans effet.

En cas de non-respect des consignes de sécurité, le maître d'ouvrage appliquera sur le décompte une pénalité dès la première constatation de **150 € TTC (Cent euros toutes taxes comprises)**.

## ARTICLE 8 - PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

### 8.1 Provenance des matériaux et produit



Le C.C.T.P. ou descriptif technique fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

## 8.2 Mise à disposition de lieux d'emprunt

☒ Aucun lieu d'extraction ne sera mis à la disposition de l'entrepreneur.

## 8.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

**8.3.1** Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché étant précisé que :

- Le C.C.T.P. ou descriptif technique définit les compléments à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G.

**8.3.2** Le C.C.T.P. ou descriptif technique précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur, ainsi que les modalités correspondantes.

- Les vérifications, surveillance sont réalisées par :

☒ Le maître d'œuvre

☐ Le maître d'ouvrage

☐ Un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître de l'ouvrage, à la charge du titulaire.

**8.3.3** Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés sur justificatifs.

- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l'ouvrage.

## ARTICLE 9 - IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS

### 9.1 Piquetage général

☒ Le titulaire sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, en présence du maître d'œuvre, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter le maître d'œuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les frais engagés par l'entrepreneur à cette occasion sont compris dans le prix du marché.

### 9.2 Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

#### 9.2.1 Obligations générales du titulaire

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement d'entreprises, veille au respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, résultant des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement. Ces dispositions s'appliquent, lorsqu'elles leurs sont contraires, par dérogation aux articles 27.3 et 31.9 du CCAG travaux.

Son offre technique et financière prend en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages existants qui ont été communiquées dans le dossier de consultation. Il prend en compte les clauses techniques et financières particulières fixées le cas échéant par le marché.

Pour l'application de ces dispositions le responsable du projet est identifié à l'article 1.2 ci-dessus.

Notamment, **par dérogation à l'article 31.9 du CCAG Travaux**, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, le titulaire est tenu de consulter la plateforme de téléservice du **guichet unique** afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et d'adresser à chacun de ces exploitants une **déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)** conformément au modèle prescrit.

Les techniques que le titulaire prévoit d'appliquer à proximité des ouvrages en service ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, assurent la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde, compte tenu des dangers éventuels présentés par un endommagement des ouvrages, de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

Pour toute intervention à proximité des réseaux, le titulaire respecte les prescriptions édictées par le guide technique disponible sur le site « [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) », ainsi que, le cas échéant, les informations spécifiques sur les précautions particulières à prendre jointes par les exploitants aux récépissés des déclarations DT et DICT ou complétées dans le CCTP

Le titulaire informe le responsable du projet de toutes éventuelles incohérences, inexactitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations cartographiques reçues.

Le titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction de la localisation des ouvrages qui ont été identifiés et repérés et des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors de l'exécution des travaux. Il s'assure à ce titre de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

Dès lors que la durée d'exécution du marché excède 6 mois, ou excède la durée définie dans la DICT, le titulaire sera tenu d'effectuer une nouvelle DICT, au-delà de ce délai auprès des exploitants d'ouvrages sensibles pour la sécurité, à moins que des réunions périodiques aient été planifiées dès le démarrage du chantier avec l'exploitant.

Le titulaire veille également au respect par ses sous-traitants de leurs obligations relatives aux déclarations d'intention de commencement de travaux. Il leur communique l'ensemble des dispositions du présent CCAP relatives aux travaux à proximité des réseaux.

### 9.2.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

☒ Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, subaquatiques ou aériens tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter et dont le titulaire a reçu du responsable de projet toutes informations nécessaires sur leur nature et leur position, sera effectué par le titulaire, à ses frais, sous la responsabilité du responsable de projet, dans les mêmes conditions qu'au 9.1 ci-dessus.

Il maintient le marquage/piquetage en bon état.

### 9.2.3 Evolutions éventuelles des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens entre la préparation du projet par le maître d'ouvrage et l'exécution des travaux

Dans le cas où l'exécutant des travaux découvre de nouveaux ouvrages, des modifications ou extensions d'ouvrages ::

- Il doit en informer par écrit le responsable du projet sans délai
- Si les ouvrages découverts sont susceptibles d'être sensibles pour la sécurité, ou en cas de différence notable, entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance de l'exécutant des travaux, qui entraînerait un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité, l'exécutant des travaux arrête le chantier
  - o En cas de carence de l'exécutant des travaux, le responsable du projet délivre un ordre d'arrêt des travaux.
  - o Il appartient au responsable du projet de décider par écrit des mesures à prendre et de la reprise des travaux lorsque les conditions de sécurité seront à nouveau réunies
- Un constat contradictoire doit être établi, conformément au modèle réglementaire, sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet. Le constat contradictoire précise :
  - o Les précautions éventuelles à prendre pour la sécurité

- Les modifications qui doivent être, le cas échéant, apportées au projet
  - L'ensemble des dispositions techniques à prendre pour permettre la poursuite des travaux (précautions pour la sécurité, précautions techniques, investigations complémentaires)
  - Les conséquences sur les délais
  - L'arrêt ou la reprise des travaux
  - Les conséquences financières de la découverte : constat de la présence de clauses contractuelles permettant l'indemnisation des précautions et des techniques à mettre à œuvre, de l'arrêt de chantier et des délais supplémentaires ou nécessité d'un avenant définissant les conditions de prise en charge.
- Le CCTP définit le cas échéant les actions complémentaires à mettre en œuvre pour identifier les réseaux et en fixer la localisation ou si celle-ci s'avère impossible, pour réaliser les travaux avec toutes les précautions nécessaires
    - Toutes les actions complémentaires et investigations complémentaires nécessaires à la réalisation des travaux sont prises en charge par le maître de l'ouvrage conformément au bordereau de prix annexé le cas échéant à l'acte d'engagement ou dans le cadre d'un avenant.
  - Le titulaire sera indemnisé de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'évolution des réseaux sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts pour :
    - la mise en œuvre des précautions particulières,
    - la mise en œuvre des techniques particulières
    - les conséquences du sursis à l'exécution des travaux ou de l'arrêt des travaux
    - les conséquences des dépassements de délais

Si la découverte des réseaux remet en cause le projet, dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, elle emporte résiliation du marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l'article 46.4 du CCAG Travaux.

#### **9.2.4 Dispositions applicables en cas de retard dans l'engagement des travaux imputable au défaut de réponse d'un exploitant d'un réseau sensible pour la sécurité**

Ainsi qu'il est dit à l'article 9.2.1 ci-dessus, l'exécutant des travaux doit, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, consulter le guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

Les travaux ne peuvent pas débuter à proximité d'un réseau sensible pour la sécurité tant que l'exécutant des travaux n'a pas reçu un récépissé de DICT de l'exploitant de ce réseau sensible. En l'absence de récépissé dans les 9 jours de la DICT (15 jours en cas de DICT non dématérialisée), l'exécutant des travaux doit relancer sans délai l'exploitant concerné par lettre recommandée avec accusé réception ou par tout moyen apportant des garanties de preuve équivalente.

En cas de retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse d'un exploitant dans les deux jours de la relance, l'exécutant des travaux doit alerter le responsable du projet pour qu'il décale ou fasse décaler d'autant la date de démarrage des travaux. Un constat contradictoire est établi entre le responsable de projet et l'exécutant pour confirmer l'arrêt ou la suspension du projet et ses conséquences financières

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice du fait de ce retard et sera indemnisé de son préjudice éventuel par le maître d'ouvrage sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts subis du fait du retard dans l'engagement des travaux.

#### **9.2.5 Dispositions particulières en cas d'incertitude sur la localisation des réseaux souterrains**

☐ **Il n'existe aucun réseau souterrain sur le périmètre.**

☐ **Il n'existe pas d'incertitude sur la localisation des réseaux souterrains, tous les ouvrages sont identifiés en classe A.**

**☒ Le responsable du projet, après avoir procédé à la déclaration de projet de travaux (DT), n'a pas procédé, en application des dispositions de l'article R 554-23 III du Code de l'Environnement, aux investigations complémentaires relatives à l'incertitude de localisation des réseaux souterrains rangés dans la classe de précision B.**

Dans les zones d'incertitude, l'exécutant des travaux devra appliquer les précautions techniques particulières adaptées nécessaires à l'intervention à proximité des ouvrages ou tronçons d'ouvrages dont l'incertitude de localisation est trop élevée mais inférieure à 1,5 mètre, définies par le CCTP et à défaut par le guide technique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux visé par l'article R.554-29 du Code de l'Environnement.

La rémunération des travaux sera différenciée entre les zones d'incertitude et celles de parfaite connaissance de la localisation des réseaux que le réseau soit sensible ou non. Les principes de répartition des actes en plusieurs catégories donnant lieu à tarification différenciée sont fixés par une norme obligatoire reconnue par l'État, la Norme AFNOR NF S 70.003-1.

Si la localisation réelle des réseaux remet en cause le projet dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, sans préjudice de l'indemnisation éventuelle de l'exécutant des travaux en application de l'article 9.2.3 ci-dessus, elle emportera résiliation du marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l'article 46.4 du CCAG Travaux.

#### **9.2.6 Arrêt de chantier dû à la découverte d'un ouvrage non identifié ou d'une incertitude de localisation ou dû à l'endommagement des ouvrages**

L'exécutant des travaux doit arrêter les travaux, à l'exception des travaux d'investigations complémentaires qui lui auraient été confiés, dans tous les cas suivants :

- découverte fortuite d'un réseau susceptible d'être sensible pour la sécurité
- en cas d'écart notable entre les informations relatives au positionnement des réseaux communiqués avant le chantier par l'exploitant ou le responsable du projet et la situation constatée au cours du chantier susceptible d'entraîner un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité ;
- découverte ou endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible depuis le domaine public ou d'un tronçon d'ouvrage, sensible ou non sensible pour la sécurité, dont la position exacte s'écarterait des données de localisation qui ont été fournies au titulaire par l'exploitant de plus de 1,5 mètre, ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par ce dernier.

Il doit en informer sans délai par écrit le responsable du projet ainsi que le maître d'œuvre s'il n'est pas le responsable du projet et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant.

Un Constat contradictoire doit être établi sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet pour confirmer les difficultés rencontrées et prescrire le cas échéant l'arrêt éventuel du chantier ainsi que les conséquences techniques et financières qui en résultent. Le maître d'œuvre, s'il n'est pas le responsable du projet et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant, sont convoqués aux opérations de constat.

L'arrêt de chantier est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions de l'article 49 du CCAG Travaux.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice en cas d'arrêt de chantier faisant suite à l'une des circonstances identifiées ci-dessus et sera indemnisé par le maître d'ouvrage de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'arrêt du chantier sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts notamment pour :

- la mise en œuvre des dispositions nécessaires à la garde du chantier pendant l'arrêt de celui-ci
- la mise en œuvre de précautions particulières nécessaires pour assurer la sécurité pendant l'arrêt du chantier
- les conséquences des dépassements de délais

L'exécutant des travaux ne peut reprendre l'exécution des travaux que sur ordre écrit du responsable du projet sur les mesures à prendre.

Dans le cas d'endommagement d'un réseau sensible pour la sécurité, le titulaire doit :

- arrêter les engins de travaux
- alerter immédiatement les services de secours et l'exploitant concerné
- aménager une zone de sécurité
- accueillir les secours et se mettre à la disposition du commandant des opérations de secours

Dans le cas d'endommagement d'un réseau même superficiel, d'un déplacement accidentel de plus de 10 cm d'un réseau souterrain flexible, le titulaire doit prévenir l'exploitant dans les meilleurs délais. Un constat contradictoire doit être établi avec l'exploitant.

## ARTICLE 10 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

### 10.0 Organisation des marchés séparés pour la réalisation d'un ouvrage

Lorsque les marchés sont séparés (marché alloti), chaque marché comportera le présent C.C.A.P. et un acte d'engagement particulier auquel sera annexé le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux lorsque ce calendrier sera nécessaire pour assurer l'exécution coordonnée des travaux. Dans le cas d'un marché à bons de commande, le calendrier sera, si nécessaire, annexé au bon de commande.

#### 10.0.1 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution élaboré pendant la période de préparation se substituera au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux dans les conditions fixées à l'article 28.2.3 du CCAG travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux, mais cette modification ne pourra, sauf accord des différents entrepreneurs, comporter réduction du délai d'exécution. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent et servira à l'application de l'article 7.1.

La notification d'un nouveau calendrier prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaire (s) des marchés responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le maître d'ouvrage. Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse et l'ordre de service ou l'avenant, s'il y a lieu, devra en fixer l'importance.

#### 10.0.2 Coordination des travaux

La coordination des travaux comprenant l'ordonnancement, le pilotage et la direction des travaux faisant l'objet du marché et de ceux faisant l'objet des autres marchés concourant à la réalisation de l'ouvrage sera assurée par:

☒ le maître d'œuvre

#### 10.0.3 Répartition des dépenses communes

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus dans les CCTP et le présent marché et qui ne sont pas affectées comme indiqué ci-dessous, seront inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » qu'il appartiendra aux entreprises de constituer et de gérer dans les conditions qu'elles détermineront, sans que le maître de l'ouvrage puisse intervenir dans le règlement des différends entre les entreprises.

La répartition des dépenses suivantes est différente selon qu'il s'agit de dépenses d'investissement, d'entretien ou de consommation.

##### A) Dépenses d'investissement

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau ci-après sont prises en charge par l'entrepreneur qui est chargé de l'exécution du lot indiqué dans la deuxième colonne dudit tableau. Elles sont rémunérées par les prix du marché.

Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité	Lot gros œuvre
Etablissement des clôtures et panneaux de chantier	Gros œuvre

Mise en place de la signalisation de chantier à l'égard de la circulation publique	Gros œuvre
Maintien des communications de toute nature et de l'écoulement des eaux	Gros œuvre
Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés	Gros œuvre
Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, à l'exception de celles rendues nécessaires par la découverte en cours de chantier de réseaux non identifiés ou de différence notable, entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance de l'exécutant des travaux.	Gros œuvre
Installations d'éclairage, de signalisation et de chauffage, y compris celles nécessaires au préchauffage de l'équipement et le séchage des locaux	Gros œuvre
Installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmerie...)	Gros œuvre
Laboratoire et bureau de chantier (local mis à disposition du maître d'œuvre)	Gros œuvre
Installations de gardiennage	Gros œuvre
Installation du téléphone et des ascenseurs de chantier	Gros œuvre
Branchements provisoires d'égout	Gros oeuvre
Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement	Plomberie
Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments	Couverture
Réseau provisoire intérieur d'électricité y compris son raccordement	Electricité

Chaque entreprise devra exécuter ou faire exécuter à ses frais les trous, scellement et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot qui lui est attribué.

## B) Dépenses d'entretien

***Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus en A sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombent au lot "gros œuvre" :***

- les charges temporaires de voirie et de police
- les frais de gardiennage et de fermetures provisoires des bâtiments.

### ***Pour le nettoyage du chantier :***

- chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée ; elle fera son affaire de l'évacuation de ses propres déchets, dans les conditions fixées à l'article 10.5.2 ci-dessous.
- chaque entreprise doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.
- l'entreprise de gros œuvre a la charge de **l'enlèvement** des déblais excédentaires et de leur transport aux décharges publiques, dans les conditions fixées à l'article 10.5.2 ci-dessous.

## C) Dépenses de consommation

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise déterminée, les dépenses indiquées ci-après :

- quittances d'eau, d'électricité, de téléphone et télécopie ;
- frais d'exploitation des ascenseurs de chantier ;
- chauffage des locaux du chantier et, s'il y a lieu, de l'ouvrage, objet du ou des marchés de travaux, y compris combustibles et/ou énergie nécessaire pour les essais ;

- frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
  - l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
  - les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé ;
  - la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

L'entrepreneur titulaire du lot gros œuvre procédera au règlement des dépenses correspondantes, mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectuera en fin de chantier la répartition des dites dépenses proportionnellement aux montants du décompte final du marché de chaque intervenant, sauf accord spécifique entre eux.

Pour ce qui concerne la répartition des dépenses dites communes, l'action du maître d'œuvre sera limitée au rôle d'amiable compositeur qu'il pourra jouer dans le cas où les répartitions stipulées à l'alinéa qui précède conduiraient à des différends entre les entrepreneurs, si ces derniers lui demandent d'émettre un avis destiné à faciliter le règlement de ces différends.

Le maître d'ouvrage n'interviendra en aucun cas dans le règlement des différends entre intervenants.

## 10.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

☒ Il est fixé une période de préparation de 1 mois. Sauf à ce que la notification vaille ordre de démarrage des prestations, un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation.

Cette période s'effectue dans les conditions de l'article 28-2 du CCAG à la diligence respective du maître d'œuvre et de l'entrepreneur et de l'OPC s'il est différent du maître d'œuvre lorsque les travaux sont allotés.

L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28 du C.C.A.G comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG.

☒ Le titulaire n'est pas tenu d'établir un plan d'assurance qualité du chantier.

**Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG travaux**, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du maître d'œuvre dans le mois qui suit la date de démarrage de la période de préparation ou, en l'absence d'une telle période, dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché. L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux. **Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG travaux**, l'attente du visa après notification du programme au maître d'œuvre ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux si l'ordre de service de démarrage de travaux est notifié au titulaire.

Lorsque les travaux sont allotés, l'OPC élabore le calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec les titulaires des différents lots conformément aux dispositions de l'article 28.2.3 du CCAG travaux et de l'article 10.0 ci-dessus.

A l'issue de la période de préparation, il sera délivré un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

## 10.3 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Il est précisé que le maître d'œuvre :

☒ est chargé des études d'exécution sur le(s) seul(s) lot(s) ci-après désigné(s) :

Lot n° 08 - Electricité

Lot n° 09 – Plomberie Sanitaire

Si l'entrepreneur est chargé de l'établissement de tout ou partie des études d'exécution des ouvrages, ces documents seront soumis au visa du maître d'œuvre et au visa du contrôle technique, s'il y a lieu, préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG.

Ces documents seront fournis en trois exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction.

Ils seront remis également sur support informatique (CD, DVD, autres) dans les conditions suivantes :  
Format PDF et DWG. Transmission possible par mail.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

#### **10.4 Lutte contre le travail dissimulé**

Le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG travaux.

#### **10.5 Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé**

Dans le cas où le maître de l'ouvrage est informé par un agent de l'inspection du travail que son cocontractant titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il pourra lui appliquer des pénalités fixées à 500 €TTC dans les conditions suivantes.

Cette pénalité sera appliquée si, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser sa situation irrégulière, le cocontractant n'apporte pas au maître de l'ouvrage la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut de correction des irrégularités signalées dans le délai de quinze jours, le maître d'ouvrage en informe l'agent de l'inspection du travail auteur du signalement et peut appliquer les pénalités prévues par le contrat.

S'il n'applique pas les pénalités, le maître de l'ouvrage pourra rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

#### **10.6 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers**

##### **10.6.1 Emplacement des installations de chantier**

Le CCTP ou descriptif technique définit les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

##### **10.6.2 Laboratoire et bureau du chantier**

L'entrepreneur :

☒ aura la charge d'installer,

☐ n'aura pas la charge d'installer,

- un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais sur place prévus au C.C.T.P. ou descriptif technique.

- un bureau avec téléphone pour le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité santé, cette construction devant être meublée, éclairée et chauffée. Le bureau doit disposer d'un fax, d'une ligne téléphonique ainsi que d'une salle de réunion suffisante pour que chacun exerce sa mission dans de bonnes conditions.

##### **10.6.3 Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale**



☒ Aucun emplacement ne sera mis à la disposition de l'entrepreneur. Celui-ci devra se procurer à ses frais, dans les conditions de l'article 31.2 du CCAG, les emplacements nécessaires aux dépôts provisoires ou définitifs des déblais et/ou des terres végétales.

#### 10.6.4 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les parties s'engagent au respect des règles concernant la sécurité et la santé des travailleurs conformément aux articles L 4211-1 et, L 4531-1 à 3 et L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

A ce titre il est précisé :

☒ Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le Plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R 4532-56 à 76 du code du travail dans un délai de 30 jours après la notification du marché.

#### 10.6.5 Registre de chantier

☐ Il sera tenu par le maître d'œuvre un registre de chantier conformément à l'article 28.5 du CCAG travaux.

Le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement, signera les nouveaux éléments du registre de chantier lors de chaque réunion de chantier.

☐ Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, il ne sera pas tenu de registre de chantier.

### 10.7 Dispositions en matière de protection de l'environnement

#### 10.7.1 Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des dispositions suivantes :

Nettoyage hebdomadaire du chantier, intérieur et extérieur, notamment les abords du bâtiment, les zones de stockage, ainsi que les voiries en sortie immédiate du site.

#### 10.7.2 Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

Le CCTP ou descriptif technique définit les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux vers les sites susceptibles de les recevoir.

Il précisera les modalités permettant au maître de l'ouvrage de s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier.

#### 10.7.3 Gestion de la qualité environnementale du chantier

Le titulaire désignera nominativement un Responsable Environnement Entreprise, conformément à la Charte Chantier à Faibles Nuisances (article 6) : cette désignation devra intervenir au plus tard à l'expiration de la période de préparation, ou si une telle période n'a pas lieu, dans les quinze jours suivant la notification du démarrage des travaux.

L'entreprise en charge du lot Gros œuvre désignera nominativement un Responsable Environnement Chantier conformément à la Charte Chantier à Faibles Nuisances (article 6) : cette désignation devra intervenir au plus

tard à l'expiration de la période de préparation, ou si une telle période n'a pas lieu, dans les quinze jours suivant la notification du démarrage des travaux.

## 10.8 Dispositions en matière d'insertion

Sans objet.

## 10.9 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

## ARTICLE 11 – AVANCES

☒ Le marché fait l'objet d'une avance dans le cadre de la réglementation en vigueur (Articles 87 et suivants du CMP) et dans les conditions définies ci-dessous, sauf renonciation expresse des bénéficiaires indiquée ci-dessous.

Dans le cas d'un marché à tranches, chaque tranche sera considérée comme un marché distinct pour la mise en œuvre de l'avance.

Le taux de l'avance est fixée à : 5 %

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article 87-II du CMP.

Le Titulaire unique,

ou le mandataire du groupement conjoint,

ou le mandataire du groupement solidaire sans répartition des paiements au nom du groupement,

..... ☐ accepte de percevoir l'avance

..... ☐ refuse de percevoir l'avance

2<sup>ème</sup> cotraitant, l'entreprise ..... ☐ accepte de percevoir l'avance

..... ☐ refuse de percevoir l'avance

3<sup>ème</sup> cotraitant, l'entreprise ..... ☐ accepte de percevoir l'avance

..... ☐ refuse de percevoir l'avance

### **Conditions de garanties pour le versement de l'avance :**

- **Cas de l'avance dont le taux est inférieur ou égal à 30 % :**

☐ Il n'est pas exigé de garantie en contrepartie de l'avance

☒ **Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance**

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

Le maître d'ouvrage

accepte : ☐

n' accepte pas : ☒

qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

### **Bénéficiaires de l'avance :**

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou le mandataire et, à ceux exécutés par chaque cotraitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

### **En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire.**

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par l'ensemble des cotraitants solidaires.

Si les paiements des membres du groupement solidaire sont répartis sur chacun des membres du groupement, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois au mandataire et à chacun des cotraitants sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'entrepreneur principal.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

### **Modalités de règlement de l'avance :**

#### **Cas de l'avance dont le taux est inférieur ou égal à 5% :**

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie.

Le règlement de l'avance interviendra dans le délai fixé ci-dessous.

La remise de la garantie à première demande ou de la caution doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution n'est pas constituée dans les conditions ci-avant, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché ou de la tranche la possibilité d'obtenir cette avance.

### **Modalités de résorption de l'avance :**

La résorption de l'avance, qui devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant initial du marché, s'effectuera selon les modalités suivantes : voir ci-dessous.

A défaut de précisions ci-avant, l'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des prestations - 65)/15.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitants).

## ARTICLE 12 - CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 13 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés pour les marchés à prix forfaitaire ou selon les quantités estimées ou réellement exécutées pour les marchés à prix unitaire. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

### 12.1 Demandes de paiement

#### 12.1.1 Demande de paiement d'acomptes

Les acomptes mensuels seront présentés conformément **au modèle agréé par le maître d'ouvrage**.

**Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG travaux**, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître de l'ouvrage (au plus tard lors du règlement de l'acompte / ou dans un délai de 10 jours) si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

Dans le cas d'un marché à bons de commande, la demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

#### 12.1.2 Demande de paiement finale

<b><input type="checkbox"/> Le marché n'est pas un marché à bons de commande</b>
--

**Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG Travaux**, le titulaire transmet au maître d'œuvre son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 13.3.2 du CCAG
- date de remise des documents demandés en application des articles 40 du CCAG et 15 ci-dessous,
- date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies à l'article 15 ci-dessous,

Les dispositions de **l'article 13-3 du CCAG travaux marchés publics** s'appliquent sauf pour les marchés comportant des plantations pour lesquels, **par dérogation aux article 13.3 et 42 du CCAG**, il sera appliqué les dispositions suivantes : L'entrepreneur devra présenter son projet de décompte final dans les 45 jours à compter du terme correspondant à l'expiration du dernier délai de garantie. (Engazonnements ou végétaux).

#### Cas d'une réception avec réserves :

Dans le cas d'une réception avec réserves, en complément de l'article 13.4.1 du CCAG Travaux, si lors de son établissement, des réserves à la réception n'ont pas encore été levées par le titulaire, le projet de décompte général fera état des sommes correspondant à la réalisation des travaux nécessaires à la levée de ces réserves.

### 12.2 Délais de paiement

**Le délai maximum de paiement des avances** sous réserve du respect des dispositions de l'article 10 ci-dessus, est de : 30 jours, est de : 30 jours, à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- notification du marché,
- notification de l'acte qui emporte commencement du délai d'exécution du marché, si un tel acte est prévu
- date de fourniture de la garantie le cas échéant

Dans le cas d'un échelonnement du versement des avances fixé à l'article 11 ci-dessus, le règlement de l'avance interviendra sous réserve, le cas échéant, de la production de la garantie relative à la partie d'avance concernée par l'échéance:

☐ dans le délai de 30 jours à compter des échéances fixées,

**Le délai de règlement des acomptes** est de : 30 jours, à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'œuvre.

**Le délai maximum de paiement du solde** est de 30 jours, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

### 12.3 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée ci-dessous. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'information par le maître d'ouvrage, dans les conditions prévues par l'article 116 du code des marchés publics, de l'acceptation par l'entrepreneur principal des pièces justificatives servant de base au paiement direct, prévue par l'article 8 de la loi du 31 décembre 1975.

En complément de l'article 13.1.7 du CCAG travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement du sous traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées à l'article 116 du code des marchés publics. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous traitance.

### 12.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

### 12.5 Mode de règlement

#### ☐ **Cas d'un titulaire unique**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché par :

☐ chèque bancaire établi au nom du titulaire

☒ virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB)

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

☐ **Cas d'un groupement conjoint**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon la répartition définie ci-dessus par :

☐ chèque bancaire établi au nom des membres du groupement conjoint

☒ virement établi à l'ordre des membres du groupement conjoint (joindre les RIB)

DESIGNATION DU COTRAITANT	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	

☐ **Cas d'un groupement solidaire avec répartition des paiements**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon la répartition définie ci-dessous par :

☐ chèque bancaire établi au nom de chacun des membres du groupement solidaire

☒ virement établi à l'ordre de chacun des membres du groupement solidaire (joindre les RIB)

Cette possibilité de répartition des paiements ne saurait remettre en cause la solidarité des membres du groupement.

DESIGNATION DU COTRAITANT	PRIX TTC (Préciser les tranches le cas échéant)
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	

## ARTICLE 13 - RETENUE DE GARANTIE

☐ Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie

☒ Une retenue de 5 % sera appliquée sur chaque demande d'acompte et sur le solde dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

### Cette retenue de garantie sera obligatoirement remplacée par une garantie à première demande

Le maître d'ouvrage ☐ accepte  
☒ n'accepte pas

le remplacement de la garantie à première demande par une caution personnelle et solidaire.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

## ARTICLE 14 - RECEPTION - DELAI DE GARANTIE - ADMISSION

### 14.1 Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du C.C.A.G.

- En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du C.C.A.G Travaux.
- En cas de réalisation d'espaces verts, il sera prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 14.2 ci-dessous.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les suretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

**Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG travaux**, la prise de possession par le maître de l'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifiées par ordre de service.

Dans le cas de marchés par lots séparés, la date de réception sera unique pour tous les lots, et prendra effet à la fin de l'ensemble des travaux relatifs à la réalisation de l'ouvrage, sauf identification d'une partie d'ouvrage constitutive d'un lot qui ferait l'objet d'une réception partielle comme indiqué ci-dessus. Cependant, un constat d'achèvement des travaux pourra être établi lorsqu'un entrepreneur en fera la demande.

En cas de réalisation d'espaces verts, il sera prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 14.2 ci-dessous.

### 14.2 Délais de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du C.C.A.G. ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

#### **Garantie particulière des espaces verts**

En matière d'espaces verts :

- les sujets végétaux et gazons feront l'objet de travaux de parachèvement jusqu'à leur réception. Cette réception sera constatée au plus tôt pour les gazons à la deuxième tonte suivant l'ensemencement et pour

les végétaux au plus tard le 15 octobre suivant la période de plantation. La réception est prononcée à l'issue de ces travaux lorsque les exigences de réussite fixées au fascicule 35 du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux sont atteintes (C.C.T.G. relatif aux travaux neufs et d'entretien des aménagements paysagers, des aires de sport et de loisirs de plein air). Cette date constitue le début du délai de garantie de parfait achèvement du marché ou du lot concerné.

- le délai de garantie est de un an à compter des dates de réception correspondantes (gazons et plantations). Durant cette période l'entrepreneur réalise les travaux de confortement nécessaires au bon développement des plantations et ensemencements figurant au marché. Le coût et la nature de ces prestations devront apparaître de manière explicite et séparée dans les documents contractuels (y compris les modalités de règlement).

## ARTICLE 15 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION : DELAIS, RETENUES ET MODALITES DE PRESENTATION

### 15.1 Documents à fournir après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre, ou au maître de l'ouvrage en l'absence de maître d'œuvre, dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire,
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements
- les constats d'évacuation des déchets,

**Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux**, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre, ou au maître de l'ouvrage en l'absence de maître d'œuvre, au plus tard à la date des OPR fixée par le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage en l'absence de maître d'œuvre.

L'ensemble des documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'œuvre ou au maître de l'ouvrage en l'absence de maître d'œuvre, dans le délai fixé ci-dessus seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du C.C.A.G. sauf les stipulations ci-dessous :

Les notices de fonctionnement et d'entretien, en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, seront fournis au format : PDF.

Ces documents seront fournis en trois exemplaires, dont un reproductible.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ils pourront être remis sur support informatique (CD, DVD, autres) dans les conditions suivantes :  
Pour courrier ou remise contre récépissé en Mairie ou apr-s du Maître d'œuvre.

### 15.2 Retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution visés ci-dessous, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de :

1000 €..... (chiffres)

Mille euros ..... (lettres)

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 20-5 du C.C.A.G. et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents. Toutefois et s'il y a lieu, **par dérogation à l'article 20.5**, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette retenue, le maître d'ouvrage pourra l'effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, **cette retenue provisoire deviendra définitive** après mise en demeure préalable restée sans effet. Elle suivra le régime fiscal des pénalités.



## ARTICLE 16 - ASSURANCES

### 16.1. Assurance de responsabilité

Le titulaire du marché doit avoir justifié, au moment de la consultation et de la signature du marché, conformément aux prescriptions du règlement de la consultation relatif au présent marché, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire des contrats d'assurances visés ci-dessous.

En tout état de cause, si les attestations n'ont pas été demandées ou produites à ces divers stades, ou si l'ayant été, elles doivent être à nouveau produites (attestation se révélant incomplète, report de la date d'ouverture du chantier, ....) elles devront être transmises dans le délai de quinze jours de la notification du marché et avant tout début d'exécution.

#### 16.1.1 Assurance de responsabilité civile

Le titulaire du marché doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Il devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile.

En cas de retard dans la transmission des attestations, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article 7.4.3 ci-dessus.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

#### A- RC en cours de travaux

##### Entreprises :

**Gros-œuvre** (montant de garantie par sinistre)

- dommages corporels ; matériels et immatériels consécutifs : **7,6 millions €**
- immatériels purs ou non consécutifs : **3 millions €**

**Second-œuvre et lots techniques** (montant de garantie par sinistre)

- dommages corporels ; matériels et immatériels consécutifs : **4,5 millions €**
- immatériels purs ou non consécutifs : **1,5 millions €**

#### B- RC après travaux

L'entrepreneur doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) **survenant après les travaux**, et pour un montant **minimum de 3 millions € par année d'assurance**.

#### C- Justificatif d'assurance

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

#### 16.1.2 Assurance de responsabilité civile decennale

- ☐ En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire, et s'il y a lieu ses-cotraitants et leurs sous-traitants doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier entête de la compagnie (ou d'un agent général) et mentionnant les

activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

- ☐ Lorsqu'il s'agit de travaux non soumis à l'obligation d'assurance décennale (cf. ordonnance du 08/06/2005), l'attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile décennale :

☐ est, **par dérogation à l'article 9 du CCAG travaux**, exigée

☒ n'est pas exigée.

## 16.2 Assurance des travaux

### 16.2.1 Assurance Tous Risques Chantier :

Le maître d'ouvrage :

☒ n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier

☐ a prévu de souscrire une police d'assurance tous risques chantier.

Dans ce cas, les garanties suivantes sont acquises **pendant la période de construction** à compter du déchargement effectué sur le site du chantier et jusqu'à réception, y compris pendant les essais, toutes pertes ou dommages matériels subis par l'ouvrage et, sous réserve des exclusions stipulées au contrat, à la suite notamment :

- \*- d'incendie
- \*- d'explosions
- \*- dégâts des eaux
- \*- d'événements naturels
- \*- d'attentats, actes de malveillance, terrorisme, sabotage
- \*- **dommages matériels dus à des vices de conception**
- \*- dommages matériels dus à des vices de matière
- \*- effondrement

#### **Franchise**

Une franchise par sinistre sera appliquée.

En cas de sinistre :

- 1) **SI** le maître d'ouvrage décide de percevoir directement l'indemnité octroyée, il répercutera alors la dite franchise sur l'entreprise ou le mandataire (en cas de groupement d'entreprises) titulaire du marché **responsable du sinistre** ou à défaut de **responsabilité établie**, elle sera imputée sur chacune des entreprises au prorata du montant de leur marché et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui leurs seront dues au titre de leur marché.
- 2) **SI** le maître d'ouvrage accepte que les entreprises soient directement indemnisées par l'assureur, la franchise sera à la charge de la ou (des) entreprise(s) bénéficiaire(s) de l'indemnisation.

A titre indicatif la franchise habituellement appliquée en cas de sinistre est de **7 500 €**.

Ce montant sera susceptible d'être modifié en fonction des conditions de la police souscrite par le maître d'ouvrage.

L'entreprise en sera alors informée.

## 16.2.2 Assurance Dommages - Ouvrage

Le maître d'ouvrage ☒ a prévu de souscrire une police dommages ouvrage  
☐ n'a pas prévu de souscrire une police dommages ouvrage

Si le maître d'ouvrage souscrit une police dommages - ouvrage, l'architecte et les entrepreneurs lui fourniront les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue à l'entrepreneur.

## 16.3 Dispositions diverses

### 16.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse **les surprime**s qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit **seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.**

De même le titulaire **supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.**

### 16.3.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées au 16.2 ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

### 16.3.3 Sinistres

**En cas de sinistre en cours de chantier**, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

## 16.4 Contrôle technique

Une convention de contrôle technique entre le maître d'ouvrage et le contrôleur technique .....

☒ est passée

☐ n'est pas passée

Mission : L + LE + SEI + TH + HAND + attestation d'accessibilité suivant arrêté du 22 mars 2007 + vérification initiale des installations électriques + PS (attestations parasismiques au stade du PC et de la déclaration d'achèvement) + Attestation de respect de la RT 2012 au stade de la réception.

L'entrepreneur devra communiquer au contrôleur technique tous les documents et éléments nécessaires à ce dernier pour qu'il puisse exécuter sa mission.

Si l'entrepreneur est chargé des plans d'exécution des ouvrages, il devra procéder à leur établissement et obtenir les visas du contrôleur technique et du maître d'œuvre, avant tout commencement d'exécution.

Le paiement des honoraires de contrôle technique sera effectué directement par le maître d'ouvrage sans aucune retenue à l'entrepreneur.

## ARTICLE 17 - RESILIATION – MESURES COERCITIVES

Les dispositions des articles 45 à 48 du CCAG sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante :

### 17.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 46.4 du CCAG travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 46.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 1 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

Dans le cas d'un marché à bons de commande :

- Si un montant minimum est fixé, le taux fixé ci-dessus s'applique au montant minimum diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.
- Si aucun montant minimum n'est fixé, seuls les alinéas 2 et 3 de l'article 46.4 s'appliquent.

**Par dérogation à l'article 46.4 du CCAG**, dans le cas d'un marché à tranches, ne seront pris en compte que les montants de la tranche ferme et des tranches conditionnelles affermies.

### 17.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

- En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 46.3 du CCAG travaux avec les précisions suivantes :
  - le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
  - **En complément à l'article 46.3 du CCAG travaux**, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
  - « En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article 5 de l'acte d'engagement relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail, et **après mise en demeure** restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et **par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux**, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics et aux articles D 8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié **sans mise en demeure** à leur frais et risques.

### 17.3 Mesures coercitives

Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire solidaire d'un groupement conjoint : **Par dérogation et en complément des articles 48.7.2 et 48.7.3 du CCAG travaux**, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché,
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leur travaux après désignation d'un mandataire non solidaire,
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

## ARTICLE 18 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations fiscales et sociales et organismes compétents.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant sa candidature ou son offre, les attestations d'assurance civile professionnelle et civile décennale en cours de validité, seront à remettre dans le délai mentionné au RDC.

L'attestation d'assurance civile décennale sera également à remettre dans ce délai si elle n'a pas été demandée au stade de la candidature ou de l'offre.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

## ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAG travaux auxquels il est dérogé	Articles du marché par lesquels sont introduites ces dérogations
2 et 3.8	2.7
4.1	3
14.2	5.1
15.4.3	4.4

13.1 et 13.3	12
13.2.2	12.1.1
13.1, 13.3, 13.3.2, 13.4.2 et 42	12.1.2
19.1	7.1
19.2.3	7.2
20.4	7.4
20.1	7.4.1
20.5	15.2
27.3 et 31.9	9.2
28.2.2	10.2
28.1	10.2
28.5	10.6.5
41 et 42	14.1
42.2	14.1
40	15.1
9	16.1.2
46.4	17.1
48.1	17.2
48.7.2 et 48.7.3	17.3

Articles du CCAG travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCTP par lesquels sont introduites ces dérogations
23 à 25	
26	

Fait en un seul original

A..... le.....

Mention manuscrite

*"lu et approuvé"*

Signature(s) du (ou des)  
entrepreneur(s) ou du mandataire  
dûment habilité par un pouvoir  
(ci-joint) des cotraitants

## ARTICLE 20 - APPROBATION DU MARCHÉ

**La présente offre est acceptée.**

Elle intègre les options suivantes retenues par le maître de l'ouvrage :

OPTIONS	MONTANT HT € (Préciser en + ou - valeur par rapport à la solution de base)	MONTANT TVA € (Précisez le taux)	MONTANT TTC €

### **Acceptation des sous-traitants**

Les sous-traitants proposés à l'article 6 ci-dessus sont acceptés comme ayant droit au paiement direct dans les conditions indiquées.

A .....

Le .....

Le Maître d 'Ouvrage

### **Liste des pièces en annexe :**

- acte spécial de sous traitance



# ANNEXE - CADRE D'ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE

☐ Annexe à l'acte d'engagement en cas de sous-traitance valant demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

☐ Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement en cours de marché.

L'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité a-t-il été délivré ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui, l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité a-t-il été restitué ?

Oui ☐ Non ☐

## **Pièces à joindre à l'acte spécial :**

- Déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- Copie du jugement de redressement judiciaire du sous-traitant le cas échéant ;
- Les pièces justifiant de la capacité technique, professionnelle et financière du sous-traitant suivantes :
  - Identiques à celles exigées du titulaire pour ce qui concerne les prestations sous traitées
- Les attestations d'assurances RCP du sous-traitant
- Les pièces des articles D 8222-5 ou D 8222-6 et 7 du Code du travail. Ces documents ne seront à fournir par le sous-traitant qu'à l'attribution du marché si le sous-traitant est présenté au stade de l'offre.

## **MAITRE DE L'OUVRAGE :**

.....

.....

- Personnes habilitées à donner les renseignements sur l'état d'avancement du marché du sous-traitant :

.....

- Organisme chargé des paiements : .....

.....

## **MARCHE :**

- Objet : .....

.....

- Titulaire : .....

.....

## **PRESTATIONS SOUS-TRAITEES :**

- Nature : .....

.....

- Durée : .....

- Montant HT : .....

.....

- Montant TVA comprise : .....

.....

## **SOUS-TRAITANT :**

- Nom, raison ou dénomination sociale : .....
- Entreprise individuelle ou forme juridique de la société : .....
- Immatriculée à l'INSEE :
  - Numéro SIRET : .....
  - Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....
- Numéro d'identification au registre du commerce : .....
- Adresse .....
- Compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, numéro de compte) .....

# **CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE :**

## **(A compléter impérativement)**

- Avances : .....
- Modalités de calcul et de versement des acomptes : .....
- Date (ou mois) d'établissement des prix : .....
- Modalités de variation des prix : .....
- Stipulations relatives aux pénalités, primes, réfections et retenues diverses : .....

A ....., le .....

Le titulaire du marché (entreprise unique ou cotraitant concerné)

En cas de groupement : visa du mandataire du groupement

.....

A ....., le .....

Le sous-traitant .....

.....

L'attention du sous-traitant est attirée sur le fait qu'il devra adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre désigné dans le marché.

A ....., le .....

Le représentant du maître d'ouvrage

.....

Il est rappelé aux sous-traitants que s'ils souhaitent sous-traiter les prestations qui leurs ont été confiées, ils devront faire accepter et agréer leurs sous-traitants en produisant l'ensemble des informations portées sur cet acte spécial.

A défaut d'obtenir une délégation de paiement du maître de l'ouvrage, une caution devra être produite dans le délai de 8 jours de l'acceptation de leur sous-traitant. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect.

Par ailleurs, les sous-traitants, quel que soit leur rang, ne peuvent commencer à intervenir sur le chantier que sous réserve, d'une part, de leur acceptation et de leur agrément et, d'autre part, que s'ils ont adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.